



## Participation de l'UIHJ à la 26<sup>e</sup> réunion des points de contacts du RJE

**Le 30 avril 2009, l'UIHJ a été invitée à participer Bruxelles à la 26<sup>e</sup> réunion des points de contact du Réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale sur le thème de l'application des règlements 1348/2000 et 1393/2007 relatifs à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale.**

L'article 65 du traité sur l'Union européenne dispose que les mesures visant à améliorer et simplifier le système de signification et de notification transfrontière des actes judiciaires et extrajudiciaires relèvent du domaine de la coopération judiciaire dans les matières civiles ayant une incidence transfrontière.

Le Conseil a adopté le 29 mai 2000 le règlement (CE) n°1348/2000 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale. Ce règlement était fortement inspiré de la convention de Bruxelles du 26 mai 1997 portant sur le même thème, mais qui n'est jamais entrée en vigueur faute de ratification par l'ensemble des États membres.

Conformément à l'article 24 du règlement 1348, un rapport relatif à l'application du règlement, adopté par la Commission européenne le 1<sup>er</sup> octobre 2004, a donné lieu à l'adoption par le Parlement européen et le Conseil du règlement (CE) n°1393/2007 du 13 novembre 2007.

La signification et la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale est au cœur des préoccupations du Réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale (RJE). Lors de la réunion inaugurale du RJE le 4 décembre 2002 à Bruxelles, une table ronde à laquelle avaient participé Leo Netten, 1<sup>er</sup> vice-président de l'UIHJ et Mathieu Chardon, 1<sup>er</sup> secrétaire de l'UIHJ, avait pour thème : « *L'échange d'expériences sur l'application du règlement 1348/2000* ».

Plusieurs réunions du RJE se sont tenues par la suite pour définir les relations entre le RJE et les professions juridiques et régler les questions relatives à l'ouverture du RJE aux acteurs juridiques : 2 et 13 décembre 2005, 6 juin 2006 et 4 et 5 décembre 2008.

L'UIHJ, ainsi que des représentants des chambres ou ordres nationaux d'huissiers de justice de France, Belgique, Pays-Bas et Hongrie, ont également participé à l'audition organisée par la Commission le 4 février 2005 à Bruxelles et consacrée au rapport de la Commission sur la signification et la notification des actes. À cet égard, l'UIHJ avait remis ses observations. Des observations complémentaires de l'UIHJ avaient également été déposées postérieurement à cette réunion.

C'est dans ce contexte que la Commission européenne a demandé à l'UIHJ d'intervenir sur le thème de l'application pratique des règlements 1348 et 1393. L'UIHJ était représentée par son premier secrétaire, Mathieu Chardon.

Ont également participé à la réunion la Chambre nationale des huissiers de justice de Belgique, représentée par son président, Marcel Mignon et Isabelle

Bambust, juriste, ainsi que Carlos Calvo, représentant les huissiers de justice luxembourgeois.

La réunion était dirigée par Joao Paulo Simoes de Almeida, secrétaire du RJE. La réunion a commencé par un tour de table des points de contact qui évoqué les nombreux problèmes liés à l'application des règlements. Puis, après avoir remercié le RJE pour son invitation, Mathieu Chardon a présenté le rapport établi par l'UIHJ sur le sujet. Ce rapport comprend quatre parties :

- Généralités
- Difficultés d'application, article par article
- 200 exemples concrets sous forme d'un tableau indiquant le nom des pays de destination, la date d'envoi, la date de réception par l'entité requise, la date de notification, les modalités de la remise et la date de retour
- Recommandations qui avaient été faites par l'UIHJ à l'attention de la Commission européenne en vue de la modification du règlement 1348.

Le compte rendu qui suit fait la synthèse des interventions, regroupées par thèmes.

### Généralités

Chacun s'est accordé pour dire que les règlements 1348 et 1393 ont contribué de façon importante à l'amélioration, la simplification et l'accélération de la notification et de la signification des actes dans l'Union européenne.

Sur la conception structurelle du règlement 1348, et nonobstant les modifications apportées dans le règlement 1393, l'UIHJ maintient l'essentiel de ses observations antérieures. Il est indiscutable que les modes de signification et de notification, suivant le degré de certitude qu'ils apportent dans l'information au destinataire, influencent le processus d'éradication de l'exequatur. Or, la question est toujours de savoir pourquoi avoir instauré un régime aussi lourd que celui du régime général de transmission (section 1) pour finalement promouvoir d'autres dispositifs de notification (section 2 et art. 14 et 15) qui en dénaturent sa substance ? Les références au règlement 1348/2000 sont récurrentes dans les autres règlements communautaires :

- Le règlement (CE) n°44/2001 du Conseil du 22 décembre 2000 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale : article 26
- Règlement (CE) n°805/2004 du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 portant création d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées : 21<sup>e</sup> considérant, article 28
- Règlement (CE) n°1896/2006 du parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer : article 27
- Règlement (CE) du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges : 3<sup>e</sup> considérant.

En règle générale, les textes communautaires prévoient qu'ils ne portent pas atteinte à l'application des règlements 1348 et 1393. Mais on constate une disparité des régimes applicables à la signification ou de la notification des actes dans le cadre de ces règlements. Le règlement 805/2004 semble jeter les bases dans les articles 13 à 15 des normes minimales que doivent revêtir les significations ou notifications sans toutefois décider d'une quelconque hiérarchie entre ces différentes modes, ni faire référence au droit interne. Le règlement 1896/2006 reprend les mêmes normes minimales mais, à l'inverse du règlement 805/2004, fait expressément référence aux règles du droit national de



l'État dans lequel la signification ou la notification doit être effectuée (article 13). Le règlement 861/2007, quant à lui, prévoit la notification postale avec accusé de réception comme mode principal de remise et à défaut prévoit l'un des moyens prévus aux articles 13 et 14 du règlement 805/2004 (article 13).

La disparité de ces régimes fait apparaître un manque de cohérence qui semble aller à l'encontre de la nécessité d'améliorer et de simplifier le système de signification et de notification transfrontière des actes judiciaires et extrajudiciaires prévue par l'article 65 du traité instituant la Communauté européenne.

Concernant les sites Internet du RJE et de l'Atlas judiciaire européen, M. Joao Paulo Simoes de Almeida, ainsi que l'ensemble des États membres, regrettent que les sites ne soient pas à entièrement jour et complets. Le secrétaire du RJE a rappelé que ce travail complexe est tributaire de la participation de chaque État membre.

La Finlande estime pour sa part que les entités requises ne sont pas suffisamment formées et ont une méconnaissance générale des règlements.

### Champ d'application – Destinataire sans adresse connue (article 1)

Jeroen Nijenhuis (Pays-Bas), regrette que, dans certains cas, en raison de la langue utilisée dans l'acte, il n'est pas possible pour l'entité requise de vérifier si l'acte à notifier entre dans le champ d'application du règlement.

Pour la République tchèque, il arrive très souvent que le destinataire n'ait pas d'adresse connue. Dès lors, le règlement ne s'applique pas. Comment faire pour localiser le destinataire ? Il existe une grande disparité entre les États membres. Dans certains pays, il est possible de faire des recherches pour localiser le destinataire alors que dans d'autres pays cela n'est pas possible.

Pour la Slovaquie, le fait que le règlement ne s'applique pas pose des problèmes car il y a des procédures, notamment en matière de protection des enfants, où la présence des parties est indispensable. Selon le point de contact slovaque, il faudrait que les entités requises soient obligées de rechercher le destinataire, mais certains pays semblent opposés à cette démarche. Il suggère aux États de fournir des informations que l'on pourrait mettre sur le site de l'Atlas judiciaire européen pour savoir quel type d'accès aux informations existe dans le pays. Ce point de vue est partagé par l'Allemagne.

La représentante de la Bulgarie acquiesce également. Elle se demande ce qu'il faut faire lorsque l'adresse du destinataire est inconnue et que l'on ne peut pas utiliser le règlement.

Pour l'Allemagne, lorsque l'adresse donnée est insuffisante ou incorrecte, cela demande un travail important aux juridictions. En revanche, lorsque l'adresse du destinataire est inconnue, il n'existe aucun moyen de notifier l'acte.

En Finlande, comme l'explique son point de contact, il existe un registre national de la population. À partir du nom du destinataire, on peut le localiser facilement.

À l'instar de la Slovaquie, Jocelyne Palenne (France), magistrat au Bureau de l'entraide civile et commerciale internationale, propose d'alimenter le site de l'Atlas judiciaire européen avec des informations sur les possibilités d'obtenir des informations sur l'adresse du destinataire. Elle estime pour autant que la charge d'effectuer les recherches pour localiser le destinataire ne doit pas peser sur l'entité requise. En revanche, le règlement ne s'oppose pas à ce que l'entité requise fournisse parallèlement au formulaire de retour, des indications pouvant permettre de localiser le destinataire.

### Délai pour signifier (article 7)

La représentante finlandaise se demande quel est le sort d'un acte non notifié dans le délai d'un mois.

Mathieu Chardon indique que lorsque l'entité d'origine indique dans le formulaire d'envoi le délai au-delà duquel la signification ou la notification n'est plus requise (point 6.2. du formulaire), cela pourrait encourager certaines entités requises à laisser passer ce délai.

### Refus de réception de l'acte pour défaut de traduction (article 8)

Le représentant de la République tchèque fait valoir que le formulaire annexe II doit être rempli vingt-deux fois par l'entité requise, soit une fois par langue officielle, ce qui est très lourd à gérer.

L'Allemagne fait remarquer que les formulaires de l'annexe II ne sont pas identiques dans toutes les versions.

M. de Almeida répond que le formulaire en ligne est conçu pour n'avoir à être rempli qu'une seule fois et qu'il s'agit dès lors d'un dysfonctionnement qui allait être corrigé.

Pour la représentante finlandaise, il faudrait être autorisé à n'utiliser que le formulaire de l'annexe II dans la langue présumée connue du destinataire. Ce sentiment semble partagé par plusieurs autres pays bien qu'ils reconnaissent que le texte du règlement semble imposer de joindre l'intégralité du formulaire de l'annexe II.

Le représentant des Pays-Bas se demande à partir de quand il faut faire courir le délai d'une semaine pour refuser l'acte. Que doit-on faire lorsque ce délai est dépassé d'un jour, par exemple, le cachet de la poste faisant foi ? Il estime qu'il faudrait pourtant faire une application stricte de l'article 8 et considérer que si le délai n'est pas respecté, l'acte ne peut plus être refusé. Quoi qu'il en soit, indique-t-il, en tant qu'organisation professionnelle, l'Organisation royale des huissiers de justice des Pays-Bas ne peut rien imposer et il convient d'attendre une semaine avant d'envoyer le certificat, sauf en cas d'urgence.

Le Royaume-Uni se déclare défavorable à une notification sans traduction, sauf si l'on est certain que le destinataire connaît la langue utilisée dans l'acte et souhaiterait que les entités requises puissent retourner directement les actes afin de gagner du temps.

Jocelyne Palenne (France) considère qu'il n'appartient pas à l'entité requise de décider d'exiger une traduction préalable.

Le représentant hongrois regrette pour sa part qu'une traduction certifiée ne soit pas obligatoire, lorsqu'une traduction est requise.

Mathieu Chardon se demande si le rôle de l'entité requise est de contrôler la bonne application des délais de l'article 8 en cas de refus tardif de l'acte par le destinataire. Il estime que son rôle est de transmettre les informations reçues aux entités d'origine et qu'il appartient aux juridictions compétentes de juger de la validité du refus de l'acte. Le 1er secrétaire de l'UHJ expose que le règlement n'indique pas comment le formulaire de refus doit être adressé. La lettre simple semble dès lors possible. Dans ce cas, le destinataire de mauvaise foi peut être incité à ne rien faire, puis attendre la décision de condamnation pour la faire annuler pour défaut de traduction en prétendant avoir envoyé ce formulaire de refus et n'avoir reçu à la suite aucune traduction et donc avoir légitimement pensé que le demandeur n'avait pas donné suite à son action. S'agissant enfin de la traduction des pièces annexes, il s'interroge sur la portée



de l'arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes du 8 mai 2008 (Affaire Weiss Und Partners c/ Grimshaw).

### Double date (article 9)

Mathieu Chardon rappelle que l'UIHJ était favorable au maintien de l'article 9 dans sa rédaction du 29 mai 2000. Selon le point 2 de l'article 9 du règlement 1393, le principe de la double date ne concerne que les actes devant être signifiés ou notifiés dans un délai déterminé. Cela crée une difficulté d'application pour les actes qui n'entrent pas dans cette catégorie, comme par exemple le commandement de payer valant saisie immobilière en droit français, lorsque le destinataire n'a pas été trouvé par l'entité requise et qu'il n'existe pas d'adresse dans le pays d'origine. Dans la plupart des pays, il existe des constructions juridiques permettant à la partie demanderesse de poursuivre son action même si le destinataire n'a pas été localisé, à condition de remplir certaines conditions et de respecter un certain formalisme. En France, par exemple, l'huissier de justice doit attester des recherches qu'il a accomplies pour retrouver le destinataire. Il adresse une lettre recommandée et une lettre simple à la dernière adresse connue du destinataire. Cette formalité vaut signification pour le destinataire. Dans d'autres pays, on procède à une mesure de publicité dans les journaux, la mairie, etc. Dans le cas du règlement, celui-ci ne s'appliquant pas quand le destinataire est sans adresse connue, l'huissier de justice français ne peut pas régulariser l'acte, lequel n'est donc pas signifié. Dans le cas de l'acte introductif d'instance, ou d'une décision de justice, la question se règle par le biais de l'article 19 du règlement. Mais dans le cas d'un acte comme un commandement de payer valant saisie immobilière, l'article 19 n'entre pas en ligne de compte et c'est en définitive toute la procédure de saisie immobilière qui risque d'être paralysée.

### Attestation de signification ou de notification (article 10)

Pour la République tchèque, ainsi que pour plusieurs autres États membres, comme la Finlande, les indications portées sur le formulaire de retour ne sont pas assez précises ou incomplètes.

Master Whitaker, Senior Master de la Royal Courts of Justice (Royaume Uni), déplore l'utilisation de l'écriture manuscrite pour remplir les formulaires, souvent illisible. Il estime qu'il serait opportun que ces derniers soient exclusivement dactylographiés. Ces remarques sont également partagées par l'UIHJ.

### Coût (article 11)

Pour la République tchèque, il est difficile d'obtenir des renseignements sur le coût devant être payé lorsque les services d'un huissier de justice sont utilisés. Le point de contact allemand estime que ces renseignements devraient figurer sur le site de l'Atlas judiciaire européen, ainsi que les coordonnées bancaires des huissiers de justice permettant de virer la somme nécessaire à la signification. Sur ce point, Séverine Moussy, nouveau point de contact pour la France, révèle que la Chambre nationale des huissiers de justice de son pays met actuellement en place un lien permettant d'obtenir en ligne les coordonnées bancaires de tous les huissiers de justice français, et que cette opération devrait être finalisée pour la fin de l'année 2009.

Quelques représentants font état de regrettables dépassements de tarifs de la part de quelques professionnels de la signification. Le représentant des Pays-Bas rappelle à titre d'exemple que le coût du service dans son pays est de 65 euros et qu'il n'est pas possible de demander plus.

### Notification par la poste (article 14)

L'Allemagne évoque des difficultés liées à l'application de l'article 14, lorsque les documents ne sont pas remplis, ne sont pas remplis correctement, ou ne sont pas signés. Il en résulte alors des incertitudes sur la notification. Il regrette également que l'article 14 ne soit pas suffisamment utilisé car, selon lui, cela contribuerait à simplifier la notification au niveau européen.

Le Senior Master du Royaume-Uni expose qu'il avait été décidé depuis le règlement 1348 de faire signifier les actes par remise aux destinataires par les soins des County Court Bailiffs. Mais ce système s'est avéré inefficace dans la mesure où ces fonctionnaires ne parvenaient que rarement à rencontrer les destinataires. Aujourd'hui, s'agissant des notifications à personnes morales, l'entité requise anglaise fait une recherche préalable pour localiser la société et notifie l'acte par la poste, par lettre simple. Pour les personnes physiques, il est également procédé par voie notification postale. Il reconnaît pourtant que ce système n'offre aucune preuve que le destinataire ait été contacté par la lettre.

En Pologne, lorsque le postier ne trouve pas le destinataire, il laisse un avis de passage dans la boîte aux lettres du destinataire pour l'inviter à retirer sa lettre dans un délai de quinze jours au bureau de poste. Même si le destinataire ne récupère pas le pli, la notification est réputée avoir été faite.

Le représentant autrichien précise que le même système existe dans son pays.

Pour le compte de l'UIHJ, Mathieu Chardon fait remarquer que de nombreux problèmes semblent posés par la notification postale. Il fait valoir que l'Union européenne a pour volonté de créer un espace de liberté, de sécurité et de justice. Un huissier de justice qui signifie un document est entièrement responsable et apporte ainsi une sécurité juridique qui n'existe pas avec la notification postale, même recommandée. Toutes les enquêtes effectuées par l'UIHJ et le rapport de la Commission au Conseil, au Parlement et au Conseil économique et social (Bruxelles 1.10.2004 Com. 2004 603 final) font état du peu de crédibilité qu'il convient d'apporter à la notification par lettre et tous les praticiens sont d'accords : ce mode de notification entraîne de graves inconvénients lorsqu'il s'agit pour un tribunal de statuer sur la base d'une notification par lettre dont l'accusé de réception ne laisse pas clairement apparaître si le défendeur a été réellement informé de la procédure. Or, le « document de discussion » établi en vue de l'audition du 4 février 2005 indiquait péremptoirement, sans la moindre justification, que la notification par la poste remplit toutes les garanties requises pour le défendeur. En fait ceci est contraire à toutes les réalités lorsqu'on sait :

- qu'il est impossible dans 50 % des cas de savoir quel est l'auteur de la signature de l'accusé de réception
- qu'il est impossible dans une grande proportion de cas d'identifier les écritures, les cachets, les indications, etc.
- que les A/R sont zébrés de rayures, parsemés d'inscriptions, etc.

Le premier secrétaire de l'UIHJ mentionne également les rapports Lex Fori et Mainstrat qui avaient été commandés par la Commission européenne mais dont les conclusions n'ont curieusement pas été suivies sur cette question.

Dans le rapport Lex Fori, sur la preuve du service, la conclusion est la suivante : « Bien que la portée de la preuve soit variable, dans toutes les situations, la présence d'une preuve correctement établie démontrera que le service a été accompli. Distinguer les méthodes de preuve selon leur portée n'est cependant pas sans utilité car, lors d'une contestation de la validité du service, le tribunal



considèrera avec une plus grande circonspection le certificat d'envoi d'une lettre simple que le certificat du service signé par le destinataire lui-même. Cela ne signifie pas qu'un certificat du service par remise en mains propres est inattaquable. Ainsi, une contestation pourra porter sur l'authenticité de la signature du destinataire. En effet, certains tiers peuvent usurper l'identité du destinataire ou bien un serveur complaisant peut fermer les yeux sur le fait que seul un tiers est présent et lui demander de signer à la place du destinataire. En France, en Belgique, au Luxembourg et aux Pays-Bas la signature du destinataire de la signification à personne est couverte par la force authentique de l'exploit. C'est seulement au terme d'une procédure en inscription de faux que l'on pourra obtenir l'annulation de l'acte ». Il est indiqué par ailleurs page 32 (version française) : « Le service à personne est le seul moyen de s'assurer avec une certitude totale que le destinataire a été informé. Aucune autre méthode ne permet d'atteindre ce résultat ». Concernant la date du service, la conclusion du rapport est la suivante : « L'étude de la nature certaine, présumée ou fictive de la date montre que certaines méthodes offrent une sécurité totale alors que d'autres sont particulièrement dangereuses. Une hiérarchie se dessine entre les méthodes qui dépend de la nature de la date du service. Si l'on compare cette hiérarchie à celle de la preuve on voit que les méthodes les plus sûres en termes de fixation de la date sont également les méthodes qui offrent les plus grandes garanties probatoires. À cet égard, le service à personne apparaît comme le mode idéal car il bénéficie à la fois d'une grande force probante et d'une date certaine ».

Quant au rapport Mainstrat, il indique page 64 (version anglaise) :

- « La notification postale est déconseillée parce que les avis de réception ne sont généralement pas retournés
- La notification postale créée des incertitudes parce qu'il n'y aucune garantie que la remise ait été faite à la bonne personne
- La notification postale créée des incertitudes s'agissant de la date devant être prise en considération comme preuve de notification (date d'émission pour le demandeur) et date de réception par le destinataire)
- La notification postale devrait être remplacée par la remise personnelle au destinataire par un professionnel juriste. »

Il est apparu au cours des discussions que de nombreux problèmes résultent de la notification postale. Mais que répondre alors à la décision de l'Angleterre et du Pays-de-Galle de procéder par voie de notification postale non recommandée au lieu de la signification physique réalisée par les County Court Bailiffs ? De fait, de l'avis même du Senior Master britannique, les résultats obtenus par ces fonctionnaires sont largement insuffisants et nécessitaient de prendre des mesures. Mais fallait-il pour autant aller vers un système moins performant alors qu'il en existe d'autres qui pourraient donner toute satisfaction ? L'Angleterre et le Pays-de-Galle pourrait désigner par exemple les professionnels libéraux que sont les High Court enforcement officers comme entités requises, à l'instar de la France, la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas. La Royal Courts of Justice serait déchargée d'une tâche qu'elle semble avoir du mal à assumer devant l'augmentation constante du volume d'actes. Les High Court enforcement Officers, quant à eux, paraissent offrir toutes les qualités professionnelles et toutes les compétences requises pour garantir que la signification des actes soit aussi performante dans ce pays qu'en France ou dans les pays du Benelux où est-il besoin de le rappeler- la règle veut que les actes soient remis physiquement aux destinataires.

D'ailleurs, cette réflexion vaut pour tous les États membres de l'Union européenne où il existe des professionnels libéraux de type huissier de justice. Ajoutons enfin qu'un colloque international est organisé à Sibiu (Roumanie) des 13 au 15 mai 2009 par l'UIHJ, la Chambre nationale des huissiers de justice de Roumanie et la faculté de droit Simon Barnutiu de Sibiu. Ce colloque a pour thème : « L'Europe judiciaire : 10 ans après le Conseil de Tampere ». À cette occasion, l'UIHJ présentera le projet d'acte introductif d'instance européen sur lequel elle travaille depuis plusieurs années et dont la signification doit être réalisée... par un professionnel juriste compétent, évidemment !

## Participation of the UIHJ in the 26<sup>th</sup> Meeting of the Contact Points of the EJN

**On 30 April 2009 the UIHJ Was Invited to Take Part in Brussels in the 26<sup>th</sup> Meeting of the Contact Points of the European Judicial Network in Civil and Commercial Matter on the Topic of the Application of (EC) Regulations 1348/2000 and 1393/2007 relating to the Service of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil and Commercial Matter.**

Article 65 of the Treaty on the European Union mentions that measures aiming to improve and simplify the system for cross-border service of judicial and extrajudicial documents come under the field of judicial cooperation in civil matters having cross-border implications.

The Council adopted on 29 May 2000 the (EC) Regulation n°1348/2000 relating to the service in the Member States of judicial and extra-judicial documents in civil and commercial matter. This regulation was strongly inspired by the Brussels Convention of 26 May 1997 on the same topic, but which never came into force for lack of ratification by the whole of the Member States.

In accordance with article 24 of Regulation 1348, a report relating to the application of the regulation, adopted by the European commission on 1 October 2004, resulted eventually in the adoption by the European Parliament and the Council of (EC) Regulation n°1393/2007 of 13 November 2007.

The service of judicial and extrajudicial documents in the Member States in civil and commercial matter is in the middle of the concerns of the European Judicial Network in civil and commercial matters (EJN). During the inaugural meeting of the EJN on 4 December 2002 in Brussels, a roundtable in which had taken part Leo Netten, 1st vice-president of the UIHJ and Mathieu Chardon, 1st secretary of the UIHJ, had as a subject: "The share of experience on the application of Regulation 1348/2000". Several meetings of the EJN were held thereafter to define the relations between the EJN and the legal professions and to settle the questions relating to the opening of the EJN to legal actors: 2 and 13 December 2005, 6 June 2006, and 4 and 5 December 2008.

The UIHJ, as well as representatives of the chambers or national orders of judicial officers of France, Belgium, the Netherlands and Hungary, also took part in the hearing organized by the Commission on 4 February 2005 in Brussels and devoted





to the Commission Report on service of documents. In this respect, the UIHJ had submitted its observations. Additional observations were also made by the UIHJ subsequently to the meeting.

It is within this framework that the European Commission asked the UIHJ to intervene on the topic of the practical application of Regulations 1348 and 1393. The UIHJ was represented by its first secretary, Mathieu Chardon.

Also took part in the meeting the National Chamber of judicial officers of Belgium, represented by its president, Marcel Mignon, and Isabelle Bambust, lawyer, as well as Carlos Calvo, representing the judicial officers of Luxembourg.

The meeting was chaired by Joao Paulo Simoes de Almeida, secretary of the EJN.

The meeting started with a round table of the contact points. They mentioned the many problems involved in the application of the regulations. Then, after having thanked the EJN for its invitation, Mathieu Chardon presented the report prepared by the UIHJ on the subject. This report includes four parts:

- General information
- Difficulties in the implementation of the regulations, article by article
- 200 concrete examples in the form of a table indicating the name of the countries of destination, the date of transmission, the date of receipt by the receiving agency, the date of service, the methods of service, and the date of return
- Recommendations which had been made by the UIHJ for submission to the European commission for the modification of the regulation 1348.

The following report proposes a topical summary of the interventions.

### General information

Everyone agreed on saying that Regulations 1348 and 1393 contributed in an important way in the improvement, the simplification and the acceleration of the service of documents in the European Union.

On the structural design of Regulation 1348, and notwithstanding the modifications made in Regulation 1393, the UIHJ maintains the essence of its former observations. It is indisputable that the modes of service, according to the degree of certainty which they bring in information to the addressee, influence the process of abolishing the *exequatur*. However, the question is always to know why having founded a mode as heavy as that of the general mode of transmission (section 1) for finally promoting other means of service (section 2 and articles 14 and 15) which distort its substance?

The references to Regulation 1348/2000 are recurring in other Community regulations:

- Regulation (EC) n°44/2001 of the Council of 22 December 2000 concerning the jurisdiction, the recognition and the execution of court decisions in civil and commercial matters: article 26
- Regulation (EC) n°805/2004 of the European Parliament and the Council of the 21 April 2004 creating a European Enforcement Order for uncontested claims: 21<sup>st</sup> "whereas", article 28
- Regulation (EC) n°1896/2006 of the European Parliament and the Council of 12 December 2006 creating an European Order for Payment: article 27
- Regulation (EC) of the European Parliament and the Council of 11 July 2007 on small claims: 3<sup>rd</sup> "whereas"

In general, these Community texts provide that they shall not affect the application of Regulations 1348 and 1393. But one finds a disparity of the modes applicable to the service of documents within the framework of these regulations. Regulation 805/2004 seems to provide in articles 13 to 15 the foundations of minimal standards for the service of documents without however deciding of any hierarchy

between these various means, nor to refer to internal legislations. Regulation 1896/2006 takes the same minimal standards but, as opposed to Regulation 805/2004, expressly refers to the rules of the national law of the State in which the service of documents must be carried out (article 13). Regulation 861/2007 envisages the postal service with acknowledgment of receipt as a principal mode of handing-over and, failing this, envisages one of the means mentioned in articles 13 and 14 of Regulation 805/2004 (article 13).

The disparity of these modes reveals a lack of coherence which seems to go against the need for improving and simplifying the system of cross-border service of judicial and extra-judicial documents envisaged by article 65 of the Treaty establishing the European Community.

Concerning the EJN and the European Judicial Atlas websites, Mr. Joao Paulo Simoes de Almeida, as well as the whole of the Member States, regretted that they were not entirely updated and were still incomplete. The secretary of the EJN pointed out that this very complex work also depends on the participation of each Member State. Finland estimates for its part that the receiving agencies are not sufficiently trained and have an incomplete knowledge of the regulations.

### Scope of application – Addressee without a known address (article 1)

Jeroen Nijenhuis (the Netherlands) considers regrettable that, in certain cases, because of the language used in the document, it is not possible for the receiving agency to check if the document to be served enters the scope of application of the regulation.

For the Czech Republic, the addressee frequently does not have a known address. Consequently, the regulation does not apply. How is it possible then to locate the addressee? There is a great disparity here between Member States. In certain countries, it is possible to make inquiries and locate the addressee whereas in other countries that is not the case.

For Slovakia, the fact that the regulation does not apply is a problem insofar as in some procedures, such as those regarding child care, the presence of the parties is essential. According to the Slovak contact point, it would be necessary for the receiving agencies to seek the addressee, but several countries seem to be opposed to that. He suggests then for the States to provide information which could be found on the website of the European Judicial Atlas for the Internet user to figure out which type of access to information exists in the country.

This point of view is shared by Germany.

The representative of Bulgaria also agrees. She wonders what should be done when the address of the addressee is unknown resulting for the impossibility to use the regulation.

For Germany, when the given address is insufficient or incorrect, follows an important work for the jurisdictions. On the other hand, when the address of the addressee is unknown, there is no means of serving the document.

In Finland, as explained by its contact point, there is a national register of the population. It is then easily possible to locate the addressee from his name.

Following the example of Slovakia, Jocelyne Palenne (France), Judge at the Bureau of civil and commercial international mutual aid, proposes to feed the website of the European Judicial Atlas with data on the possibilities of obtaining information on the address of the addressee. She estimates however that the responsibility of carrying out enquiries to locate the addressee should not be imposed on the receiving agency. On the other hand, the regulation is not opposed for the receiving agency to provide information on the addressee along with the certificate of service or of non-service.

**Date of service (article 7)**

The Finnish representative wonders which is the fate of a document when it is not served within one month.

Mathieu Chardon indicates that when the transmitting agency mentions in the article 4 Form the date or time after which service is no longer required (point 6.2.), some receiving agencies might thus be encouraged to let this time pass to avoid the work.

**Refusal of the document for lack of translation (article 8)**

The Czech Republic representative explains that at present the form in Annex II must be filled by the receiving agency twenty-two times, that is to say once by official language, which is very heavy to manage.

Germany points out that the forms of Annex II are not identical in all versions.

Mr. de Almeida answers that the Annex II form is designed to be filled on line only once and that this dysfunction was going to be corrected.

For the Finnish representative, it would be necessary to be authorized to use only the Annex II form in the language supposedly known by the addressee. This feeling was shared by several other countries although they recognize that the text of the regulation seems to force to join the entirety of the form.

The representative of the Netherlands wonders when is it necessary to start the countdown of the one week deadline to refuse the document. What should be done when this time is one day passed, for example, as proved by the postmark on the envelope? He estimates that it would however be necessary to make a strict application of article 8 and to consider that if the time is not respected, the document should not be refused any more. At all events, he indicates that, as a professional organization, the Royal Organization of the judicial officers of the Netherlands cannot nothing impose this and that it is advisable to wait one week before sending back the certificate of service, except in case of urgency.

The United Kingdom declares itself unfavorable of a service without translation, except when certain that the addressee knows the language used in the document, and wished that the receiving agencies were able to send back the documents directly in order to save time.

Jocelyne Palenne (France) considers that it does not belong to the receiving agency to decide to require a preliminary translation, but only to the addressee.

The Hungarian representative regrets for his part that a certified translation is not compulsory, when such a translation is required.

Mathieu Chardon wonders whether the role of the receiving agency is to control the good application of the times of article 8 in the event of a late refusal of the document by the addressee. He estimates that its role is to transmit the received information to the transmitting agencies and that it belongs to the relevant judge to decide on the validity of the refusal of the document. The 1st secretary of the UIHJ states that the regulation does not indicate how the form of refusal must be addressed. Consequently, a simple letter seems possible. In this case, the insincere addressee can be incited to do nothing, then to await the court decision and have it set asides for lack of translation of the document initiating proceedings while claiming to have sent the form of refusal in due time with a simple letter and then, because having not being served with the translated document, to have legitimately thought that the applicant had not continued his action. Regarding the translation of the accompanying documents, he wonders about the range of the decision of the Court of Justice of the European Communities of 8 May 2008 (Weiss Und Partners v. Grimshaw).

**Double date (article 9)**

Mathieu Chardon points out that the UIHJ was favorable to the maintenance of article 9 in its drafting of 9 May 2000. According to item 2 of article 9 of the Regulation 1393, the principle of the double date only relates to the documents having to be served within a particular time. That causes a difficulty of application for the documents which are not included in this category, as for instance summons to pay in case of seizure of an immovable property in France, when the addressee is not found by the receiving agency and when no address is known in the country. In most countries, there is a legal construction making it possible for the applicant to continue his proceedings even if the address of the defendant is not known, as long as certain requirements and certain formalism are respected. In France, for example, the judicial officer must attest the research he made to find the addressee. He sends a registered letter and a normal letter to the last known address of the addressee. The document is then considered to be served to the addressee. In some countries, there is publicity in the newspapers, in the town hall, etc. As the Regulation does not apply when the addressee is without a known address, the French judicial officer cannot regularize the document, which thus is finally not served. In case of a court decision or in case of a document initiating proceedings, the question is solved by the means of article 19 of the regulation. But in the case of a document such as a summons to pay in case of the seizure of an immovable property, article 19 does not apply and it is ultimately all the procedure of seizure of this property which is likely to be paralyzed.

**Certificate of service (article 10)**

For the Czech Republic, as well as for several other Member States like Finland, the indications relating to the certificate of service are not precise enough or are incomplete.

Master Whitaker, Master Senior of the Royal Courts of Justice (United Kingdom), deplores the use of hand writing to complete the forms, which is often not readable. He estimates that it would be convenient for the latter to be exclusively typed.

These remarks are also shared by the UIHJ.

**Cost (article 11)**

For the Czech Republic, it is difficult to obtain information on the cost having to be paid when the service of a judicial officer is used.

The German contact point estimates that this information should appear on the web-site of the European Judicial Atlas, as well as the banking coordinates of the judicial officers making it possible to transfer the required sum for the service.

On this point, Séverine Moussy, the new contact point for France, reveals that the National Chambers of judicial officers of her country currently sets up a web link making it possible to obtain on line the banking coordinates of all French judicial officers, and that this operation should be finalized for the end of 2009.

Some representatives gave a report on regrettable overcharges of tariff from some judicial officers. The representative of the Netherlands recalls as an example that the cost of service in his country is 65 Euros and that it is not possible to ask for more.

**Service by post (article 14)**

Germany evokes the difficulties relating to the application of article 14, when the documents are not filled out, are not filled out properly, or are not signed. Hence follows uncertainty on the service. He also regrets that article 14 is not sufficiently used because, according to him, that would contribute to simplify the service of documents at European level.



The Senior Master of the United Kingdom states that it had been decided with Regulation 1348 to serve the documents by personal service to the addressees by the care of the County Court Bailiffs. But this system proved to be ineffective insofar as these civil servants rarely managed to meet the addressees. Today, as regards service to legal entities, the English receiving agency makes a preliminary Company Search to locate the addressee and then serves the document through a first class letter. As regards natural persons, it is also made by first class postal letter. However, he recognizes that this system does not offer any proof that the addressee was contacted by the letter.

In Poland, when the post-office employee does not find the addressee, he leaves a note in his letter box asking him to pick up his letter within fifteen day at the post-office. Even when the addressee does not comply with this, the service is considered to be effective.

The Austrian representative specifies that the same system exists in his country. On behalf of the UIHJ, Mathieu Chardon points out that many problems seem to be caused by postal service. He recalls that the European Union has as a will to create an area of freedom, security and justice. A judicial officer who serves a document is entirely liable and thus brings a total legal security which does not exist with the postal service, even with registered letters. Both the investigations made by the UIHJ and the report of the Commission to the Council, the Parliament and the Economic and Social Council (Brussels 1.10.2004 Com. 2004 603 final) reveal the lack of credibility attached to the service of documents by post, and all practitioners agree: this mode of service gives rise to serious inconvenience when the court has to judge on the base of the service of a document which acknowledgement of receipt does not clearly mention if the addressee was really aware of the proceedings. But the "discussion paper" established in view of the hearing of the 4 February 2005 said peremptorily, without any justification, that the postal service gave all required guarantees for the defendant. Actually, it is a known fact that:

- It is impossible in 50% of the cases to determine who is the author of the signature on the acknowledgement of receipt
- It is impossible in a large proportion to identify the writings, the stamps, the data, etc.
- The acknowledgements of receipt are marked with lines, various inscriptions, etc.

The 1st secretary of the UIHJ also mentions the Lex Fori and Mainstrat reports which had been ordered by the European commission but which conclusions were curiously not followed on this matter.

In the Lex Fori report, on the proof of service, the conclusion is as follows (free translation from the French version): *"Although the scope of evidence is variable, in all situations, the presence of a correctly established proof will show that the service was accomplished. To distinguish the methods of proof according to their range is however not without utility because, at the time of a dispute of the validity of the service, the court will consider with a greater circumspection the certificate of sending of a simple letter than the certificate of the service signed by the addressee himself. That does not mean that certificate of the service by handing-over to the addressee is beyond criticisms. Thus, a dispute will be able to relate to the authenticity of the signature of the addressee. Indeed, certain third parties can usurp the identity of the addressee or an obliging server can close the eyes on the fact that only a third party is present and ask him to sign in the place of the addressee. In France, in Belgium, in Luxembourg and the Netherlands the signature of the addressee at the time of service is covered by the authentic force of the document. It is only at the end of a procedure of forgery that one will be able to obtain the cancellation of the document."* In addition it is indicated on page 32 (free translation from the French

version): *"The personal service to the addressee is the only means of making sure with a total certainty that the addressee was informed. No other method makes it possible to reach this result."* Concerning the date of service, the conclusion of the report is as follows (free translation from the French version): *"The study of the unquestionable, supposed or fictitious nature of the date shows that certain methods offer a total security whereas others are particularly dangerous. A hierarchy takes shape between methods which depends on the nature of the date of service. If one compares this hierarchy with that of the proof one sees that the surest methods in terms of settlement of the date are also the methods which offer the greatest probationary guarantees. In this respect, the personal service to the addressee appears as the ideal mode because it profits at the same time from a great conclusive force and an unquestionable date"*.

As for the Mainstrat report, it indicates on page 64 (English version):

"Our main proposals at this stage, and taking account of the input from the survey, are:

- Service by post is inadvisable because acknowledgments of receipt are usually not sent back
- Service by post creates uncertainty because there is no assurance that delivery has been effected to the right person
- Service by post creates uncertainty about the date to be taken into consideration as evidence that service has been effected (date of issue by the applicant or date of reception by the addressee)
- Service by post should be replaced by physical service to the addressee by legal professional."

It appeared during the discussions that many problems result from postal service. But what answer to give to England and Wales which proceeds by way of simple and not registered postal service instead of the personal service initially carried out by the County Court Bailiffs? In fact, from the opinion of the British Senior Master, the results obtained by these civil servants were largely insufficient and required to take measures. But was it inasmuch necessary to choose a less efficient system when other systems prove to give satisfaction? England and Wales could for instance designate the liberal professionals that are the High Court enforcement officers as receiving agencies, following the examples of France, Belgium, Luxembourg and the Netherlands. The Royal Courts of Justice would then be discharged from a task which seems to be difficult to fulfill due to the permanent increase of the volume of documents. High Court enforcement officers, as for them, appear to offer all professional qualities and all necessary competences to guarantee that the service of documents is as efficient in this country as in France or in the Benelux countries, where — does it have to be reminded? — personal service of documents to the addressee is the rule. Moreover, this thought applies to all Member States of the European Union where liberal professionals of judicial officer type exist.

Finally an international symposium is organized in Sibiu (Romania) on 13-15 May 2009 by the UIHJ, the National Chamber of judicial officers of Romania and the Simon Barnuti Faculty of Law of Sibiu. The topic of this symposium is: *"Judicial Europe: 10 years after the Council of Tampere"*. On this occasion, the UIHJ will present the project of a European document initiating proceedings which is the results of several years of work. Of course the service of this document to the addressee is meant to be done... by a professional and qualified judicial officer!